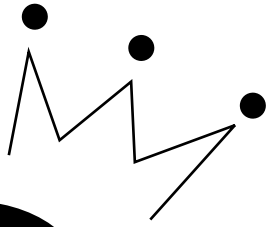


Spotlight



# 3

## Preisgekrönte im Interview

*Fragen: Christina Graf, SAGW*

**Am 28. Mai zeichnete die SAGW die Medienwissenschaftlerin Edda Humprecht (Gold), die Juristin Odile Ammann (Silber) und den Historiker Damian Clavel (Bronze) mit dem SAGW-Nachwuchspreis aus. In einem Kurzinterview sprechen sie über ihre prämierte Forschung.**

### **Gold: Was macht ein Land resilient gegen Online-Desinformation?**

Edda Humprecht und ihre Kollegen Frank Esser und Peter van Aelst befassen sich mit einer der grossen Herausforderungen unserer Zeit, der Desinformation im Online-Raum. Unter dem Stichwort der Resilienz interessiert sie insbesondere, warum sich Desinformation in manchen Ländern besser verbreitet als in anderen.

#### **Edda Humprecht, was verstehen Sie unter Desinformation?**

Unter Desinformation verstehen wir falsche oder irreführende Inhalte, die mit der Intention verbreitet werden, andere zu täuschen. Desinformation hat sich in den letzten Jahren in sozialen Medien sehr stark verbreitet, und besonders sichtbar wurde das während der Pandemie. Studien zeigen, dass dies durchaus Konsequenzen haben kann. Beispielsweise, dass bestimmte Gruppen ausgegrenzt und Impfskeptizismus oder selbst Teilnahme an gewaltsamen Protesten gefördert werden. Im Artikel beschäftigen wir uns mit Desinformation insbesondere in sozialen Medien sowie mit Länderunterschieden in der Resilienz. Also mit der Frage, warum sich Desinformation in manchen Ländern besonders gut verbreitet und in anderen möglicherweise weniger gut.

#### **Was macht ein Land resilient gegen Desinformation?**

Basierend auf der aktuellen Forschungsliteratur haben wir sieben Dimensionen identifiziert. Einige kann man dem politischen Umfeld zuordnen, zum Beispiel die Polarisierung der Gesellschaft oder die Verbreitung von populistischer Kommunikation. Andere dem Mediensystem, wie das Vertrauen in die Medien oder auch, wie stark öffentliche Angebote genutzt werden. Der Faktor Marktgrösse gehört wiederum zum wirtschaftlichen Umfeld.

#### **Gibt es Länderunterschiede?**

Ja. Wir haben drei Cluster gefunden: eines für Länder, die eher resilienter sind. In unserem Sample waren das vor allem nordeuropäische und westeuropäische Länder, auch die Schweiz. Dann ein Cluster von Ländern, die weniger resilient sind, dazu zählen vor allem südeuropäische Länder. Das dritte Cluster besteht eigentlich nur aus den USA, die sich hervortun durch starke gesellschaftliche Polarisierung, geringes Vertrauen in die Medien und grosse Fragmentierung. Dieses Ergebnis zeigt, dass die Ereignisse, die wir in den USA im Zusammenhang mit der Verbreitung von Desinformation vor den letzten beiden Wahlen beobachten konnten, nicht ohne weiteres übertragbar sind auf die Situation in Europa.

### Was hat Sie bei dieser Studie besonders herausgefordert?

Zum einen die Verfügbarkeit der Daten, aber auch die Frage, wie man komplexere Konzepte wie Polarisierung messen kann. Die grösste Limitation ist aus meiner Sicht jedoch, dass wir uns nur auf westliche Länder konzentriert haben. Deswegen möchte ich mich zukünftig vor allem auch auf nicht-westliche Länder fokussieren, um weitere Resilienz-faktoren zu identifizieren.

Edda Humprecht ist Oberassistentin am Institut für Kommunikationswissenschaft und Medienforschung an der Universität Zürich. Ihre Forschungsschwerpunkte sind Online-Kommunikation und der Wandel der digitalen Landschaft.



## Argent : La légitimation méritocratique des passeports dorés

Odile Ammann s'intéresse dans son article à la pratique de la citoyenneté par investissement, comme la connaissent Malte et Chypre. Elle remet en question les arguments d'ordre méritocratique qui sont souvent utilisés par les États et cabinets de conseil pour justifier ces programmes controversés.

### Odile Ammann, qu'entendez-vous par méritocratie ?

La méritocratie est un système dans lequel les personnes méritantes, celles qui ont du talent, gouvernent la société. Le sociologue anglais Michael Young, qui a inventé ce terme, ne soutenait pas la méritocratie. Il mettait en garde contre le risque de créer une société composée de deux classes différentes, si un tel système était institué : d'un côté, les élites, et de l'autre, une classe méprisée et démunie. Aujourd'hui, le terme méritocratie est utilisé de manière posi-

tive pour décrire une société égalitaire où l'on récompense le talent des gens, quels que soient leur origine sociale, leur argent, leur genre, leur couleur de peau, etc.

### Il ne semble pas évident que les passeports dorés s'inscrivent bien dans ce narratif...

À première vue, un système de citoyenneté par investissement est tout sauf méritocratique, puisque le critère déterminant n'est pas le talent ou la capacité de la personne à s'intégrer. Mais lorsqu'on analyse ces discours, on voit qu'un amalgame est fait entre la richesse de ces personnes et leur talent supposé. On considère que ce sont des personnes qui ont du succès, qui ont démontré qu'elles avaient beaucoup de qualités et qui, grâce à ces qualités, pourront bien s'intégrer dans la société.

### Pourquoi cette argumentation est-elle problématique ?

La méritocratie part du principe que tout le monde bénéficie de conditions de départ identiques, et que c'est donc une compétition juste. En réalité, on constate que l'égalité des chances n'est pas garantie. Un deuxième problème est qu'il s'agit d'une perspective très individualiste. Si une personne a du succès, c'est grâce à ses talents. Les personnes qui n'ont pas de succès sont rendues responsables de leurs échecs, c'est de leur faute. On ne remet en effet pas en cause les institutions et les structures qui permettent à certaines personnes d'avoir du succès et à d'autres pas. Un troisième problème est que la méritocratie crée des inégalités de traitement supplémentaires. Dans le cas de la citoyenneté par investissement, les personnes qui peuvent passer par cette voie bénéficient de toutes sortes d'exemptions. Par exemple, elles n'ont pas besoin de se soumettre à des tests de naturalisation.

Odile Ammann est chercheuse postdoctorale en droit public à l'Université de Zurich, où elle prépare actuellement une thèse d'habilitation. Au printemps 2021, elle a été nommée professeure associée à l'Université de Lausanne.



## **Bronze : L'histoire de Poyais ou la fraude qui n'en était pas une**

Pendant la crise financière de 2008, différents médias ont repris l'histoire du « roi des fraudes » Gregor MacGregor du XIX<sup>e</sup> siècle et son prétendu État imaginaire du Poyais. Damian Clavel déconstruit cette narration et démontre comment une toute petite étrangeté peut nous aider à comprendre un phénomène historique.

### **Damian Clavel, qui était l'illustre Gregor MacGregor ?**

Par le passé, Gregor MacGregor a été décrit comme le fraudeur le plus important de l'histoire, qui a créé un État imaginaire en Amérique centrale et qui a vendu des obligations de ce faux État sur la Bourse de Londres des années 1820. En reconstruisant toute l'histoire de Poyais sur la base de traces historiques disséminées aux quatre coins du monde, j'ai découvert que Gregor MacGregor était en fait un acteur historique très réel et très sérieux. Il avait l'intention, effectivement, de créer une colonie en Amérique centrale, sur la base d'un accord passé avec un roi indigène, le roi des Miskitu. Et pour créer cette colonie privée, il lui fallait des capitaux qu'il est allé chercher à Londres.

### **Comment le projet de MacGregor s'inscrit-il dans son époque ?**

À ce moment-là, après les révolutions du début du XIX<sup>e</sup> siècle, toute une série de nouveaux pays sont créés en Amérique latine. Tous ces États viennent à Londres chercher de l'argent pour financer leur indépendance, bien qu'ils ne soient pas encore reconnus comme souverains par la Grande-Bretagne. Gregor MacGregor fait la même chose. La seule différence avec la Colombie, le Chili ou le Pérou est que son Poyais finit par un échec. L'étude de cet échec révèle des choses non seulement sur le cadre institutionnel de la finance internationale concernant l'émission de prêts pour de nouveaux États, mais également sur les nombreuses transformations politiques et économiques du monde atlantique du XIX<sup>e</sup> siècle.

### **Vous parlez d'États réels comme le Chili et le Pérou. Le Poyais, cependant, est resté au stade de mythe...**

Le Poyais, en tant que fraude, est le résultat d'une narration développée par des concurrents dans différents coins de l'Atlantique pour décrédibiliser ce projet de colonisation sérieux. Des malversations de la part d'agents en charge de l'échange des titres du Poyais sur la Bourse londonienne et de fausses informations envoyées depuis l'Amérique centrale vers Londres eurent notamment raison du projet de MacGregor. Le temps que les différents acteurs impliqués aient pu mobiliser les preuves nécessaires pour démontrer que ces accusations étaient fausses, c'était déjà trop tard.

Cette représentation biaisée du Poyais est devenue l'incarnation même de la fraude financière non seulement dans les années 1820, mais aussi lors de futures crises financières, jusqu'à 2008.

Damian Clavel est un historien des marchés financiers européens et du colonialisme. Il est actuellement boursier (Anniversary Fellow 2020-2021) auprès de la Economic History Society à l'Institute of Historical Research et à l'Université d'Oxford.

